



ETAT STATISTIQUE DU MARCHE DU TRAVAIL ET DE L'ENTREPRENEURIAT

Au Royaume-Uni, de 1971 à nos jours



AOÛT 2019

ÉTAT STATISTIQUE DU MARCHÉ DU TRAVAIL ET DE L'ENTREPRENEURIAT AU ROYAUME-UNI, DE 1971 A NOS JOURS

Contexte

Ce livrable, troisième d'une série de neuf, a été rédigé dans le cadre d'une thèse en CIFRE avec AGIPI. Débutée en Septembre 2018, elle porte sur les nouvelles formes d'entrepreneuriat en Europe en axant la problématique sur la protection sociale des travailleur·se·s individuel·le·s et/ou non-salarié·e·s dans trois pays européens : l'Angleterre, la France et la Norvège. Elle est exécutée sous la direction de Corine Eyraud, Maîtresse de Conférence et Habilitée à Diriger des Recherches en Sociologie à Aix-Marseille Université et rattachée, tout comme l'auteur, au LEST, Laboratoire d'Économie et Sociologie du Travail.

Liste des livrables

1. L'entrepreneuriat, le salariat et le travail indépendant en France. Origine historique et formes juridiques
2. État statistique de l'entrepreneuriat et du marché du travail. En France, des Trente Glorieuses à nos jours
3. État statistique de l'entrepreneuriat et du marché du travail. Au Royaume-Uni, de 1971 à nos jours
4. État statistique de l'entrepreneuriat et du marché du travail en Norvège
5. L'entrepreneuriat, le salariat et le travail indépendant en Norvège
6. L'entrepreneuriat, le salariat et le travail indépendant en Angleterre
7. La Protection sociale : entre secteur privé et secteur public, en France
8. La Protection sociale : entre secteur privé et secteur public, en Norvège
9. La Protection sociale : entre secteur privé et secteur public, en Angleterre

NB : Les titres des futurs livrables sont provisoires.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES FIGURES	2
1. TERRITOIRES ET STATISTIQUES	4
A. LE ROYAUME-UNI ET SES ALLIANCES GÉOPOLITIQUES	4
B. LES STATISTIQUES DU TRAVAIL AU ROYAUME-UNI	4
2. LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SA POPULATION	6
A. LA DÉFINITION DE LA FORCE DU TRAVAIL : VARIANCES DANS LES CONCEPTS BRITANNIQUES	6
B. LA POPULATION ACTIVE ET CELLE EN EMPLOI	7
C. POPULATION AU CHÔMAGE ET INACTIVITÉ	9
3. LE PAYSAGE ENTREPRENEURIAL BRITANNIQUE	12
A. LE TRAVAIL NON-SALARIÉ AU ROYAUME-UNI	12
B. LES ENTREPRISES AU ROYAUME-UNI	14
C. UNE PROLIFÉRATION DES PETITES ENTREPRISES AVEC EMPLOYÉ·E·S	17
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	20

TABLE DES FIGURES

1	Population active (en milliers). Royaume-Uni, 1971-2018	7
2	Taux d'emploi selon le genre. Royaume-Uni, 1971-2018	8
3	Taux d'emploi selon la nation, 1992-2018	8
4	Taux d'emploi selon le genre. Angleterre, 1992-2018	9
5	Population au chômage (en milliers) ; au Royaume-Uni et en Angleterre, 1971-2018	10
6	Taux de chômage selon le genre (%). Royaume-Uni, 1971-2017	10
7	Taux d'inactivité selon le genre. Royaume-Uni, 1971-2018	11
8	Taux d'emploi non-salarié selon le genre. Royaume-Uni, 1983-2018	12
9	Distribution de l'emploi non-salarié selon le sous-statut d'activité. Royaume-Uni, 1983-2016	13
10	Taux d'emploi non salarié à temps-partiel selon le genre. Royaume-Uni, 1984-2018	13
11	Nombre d'entreprises selon la source statistique. Royaume-Uni, 2002-2017	15
12	Nombre d'entreprises (en milliers) et part d'entreprises actives (%). Royaume-Uni, 2002-2017	16
13	Naissances et décès d'entreprises (en milliers). Royaume-Uni, 2002-2017	17
14	Distribution des entreprises actives selon leur taille (%). Royaume-Uni, 1997-2016	17
15	Répartition des entreprises de 10 salarié-e-s et plus, selon leur taille (%). Royaume-Uni, 2020-2016	18
16	Répartition des entreprises selon leur forme légale (%). Royaume-Uni, 1997-2016	19

1. TERRITOIRES ET STATISTIQUES

a. Le Royaume-Uni et ses alliances géopolitiques

Le Royaume-Uni est un état monarchique et constitutionnel qui comprends actuellement l'Angleterre, le Pays de Galles, l'Écosse et l'Irlande du Nord (auquel il faut ajouter les îles et territoires d'Outre-Mer rattachés à la Couronne). Chaque nation a sa propre administration mais est dotée de pouvoirs variés, sous le contrôle du parlement londonien. En 2018, la population totale du Royaume-Uni est estimée à 66,4 millions d'habitant-e-s dont près de 85 % résident en Angleterre.

Des unions entre certaines souverainetés existaient déjà auparavant, mais l'union "Royaume de Grande-Bretagne", est née sous ce titre en 1707, par un "Acte d'Union" entre l'Angleterre (incluant alors le Pays de Galles) et l'Écosse. L'Irlande (entière) est incorporée en 1800-1801. En 1922, l'Irlande du Sud obtient son indépendance et dès lors le titre officiel devient "Royaumes de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord". Dans ce dossier, nous l'appelons par son appellation usuelle, le Royaume-Uni, et appelons britannique, sa population.

Le *Commonwealth of Nations* est une organisation gouvernementale composée de 53 États dans le monde dont la plupart sont d'anciennes colonies britanniques. Cette alliance s'est formellement instituée en 1949, lors de la *London Declaration*, reconnaissant chaque État-membres comme égaux. La Reine Elisabeth II en est l'actuelle cheffe et le symbole. On y compte 16 Royaumes sous la couronne anglaise, 32 Républiques et 5 monarchies.

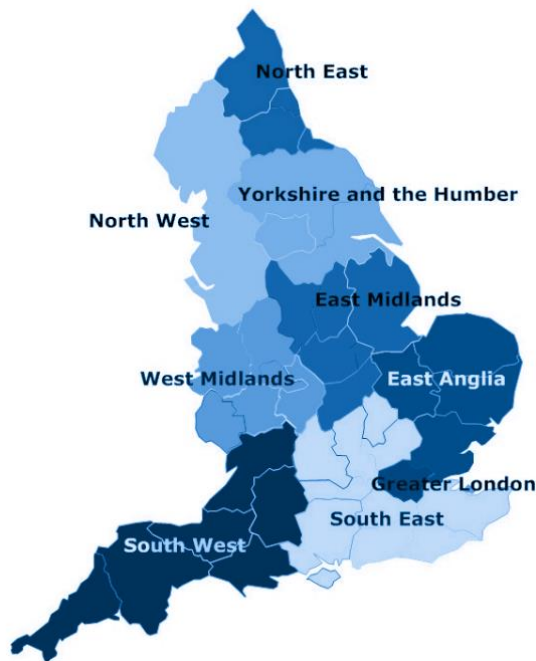
Avec 53,4 % des suffrages exprimés en referendum, le Royaume-Uni vote en juin 2016 sa sortie de l'Union Européenne qu'il avait intégrée en 1973 au côté du Danemark et de l'Irlande. Sa sortie est un processus qui s'achèvera au 1^{er} janvier 2021¹.

b. Les statistiques du travail au Royaume-Uni

Le *Labour Force Survey* (LFS) est le nom générique que l'on donne à l'enquête par questionnaire produite dans 78 pays (dont la totalité de l'Union Européenne) sur la question du marché du travail et de sa population. Le Royaume-Uni a débuté la passation du questionnaire LFS en 1973, lors de son entrée dans l'Union Européenne. C'est l'*Office for National Statistics* (ONS) qui a en charge la production de ces données sur le territoire britannique. Mais pour notre étude, nous utiliserons aussi des données collectées et fournies par l'OCDE, Eurostat (attachée à l'OIT) ou encore des données des ministères britanniques.

¹ <https://www.bbc.com/news/uk-politics-32810887>.

Les données fournies par l'ONS sont très souvent régionales, c'est-à-dire que le territoire du Royaume-Uni est découpé en régions formant la *Nomenclature of Territorial Units for Statistics* (NTUS). Il existe trois nomenclatures (NUTS 1, NUTS 2 et NUTS 3), respectivement décomposées en 12, 40 et 174 régions. Nous utiliserons la nomenclature 1 qui se décompose en 12 régions : les nations d'Écosse, d'Irlande du Nord, du Pays de Galles, sont chacune une région du même nom. L'Angleterre est quant à elle fractionnée en 9 régions comme nous le montre la carte ci-dessous. Dans certains cas, et notamment concernant les données démographiques des entreprises, il nous faudra additionner les données de ces 9 zones pour obtenir une information sur l'ensemble de l'Angleterre. Nous ne présentons pas ici d'étude régionale sur l'Angleterre.



Sources : http://www.britaingallery.com/england_regions.php

On ne trouve pas de données chiffrées régionales avant 1992 et, concernant l'ensemble du Royaume-Uni, les données ne précèdent pas 1971. En outre, d'autres données fournies par Eurostat ou l'OCDE ne débutent qu'à partir de 1983. Le cadrage statistique que nous proposons pourra difficilement décrire le Royaume-Uni d'avant 1971 et nous expliciterons chaque fois la période et la région couverte par les données.

Il faut aussi noter que, dans les bases de données internationales, les pays portent des codes à deux ou trois lettres (normes ISO-3166). Le Royaume-Uni possède respectivement les codes GB (ou UK) et GBR. GBR ne désigne donc pas seulement la Grande-Bretagne mais tout le Royaume-Uni.

2. LE MARCHÉ DU TRAVAIL ET SA POPULATION

a. La définition de la force du travail : variances dans les concepts britanniques

La langue principalement utilisée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) est l'anglais et il est intéressant de connaître les termes qu'ils emploient pour définir le marché du travail et sa population. Le *Labour Force Survey* se traduit littéralement par "l'enquête sur la force travail". Cette dernière désigne la population économiquement mobilisable, c'est-à-dire la main-d'œuvre. Même si les pays doivent appliquer les directives du Bureau International du Travail (BIT), la classification du Royaume-Uni est un peu différente de celle des normes du BIT.

La population en emploi se définit en quatre catégories.

- les salarié·e·s (*employees*),
- les non-salarié·e·s (*self-employed*)

Ils couvrent 99 % de la population en emploi. Les 1 % restant désignent :

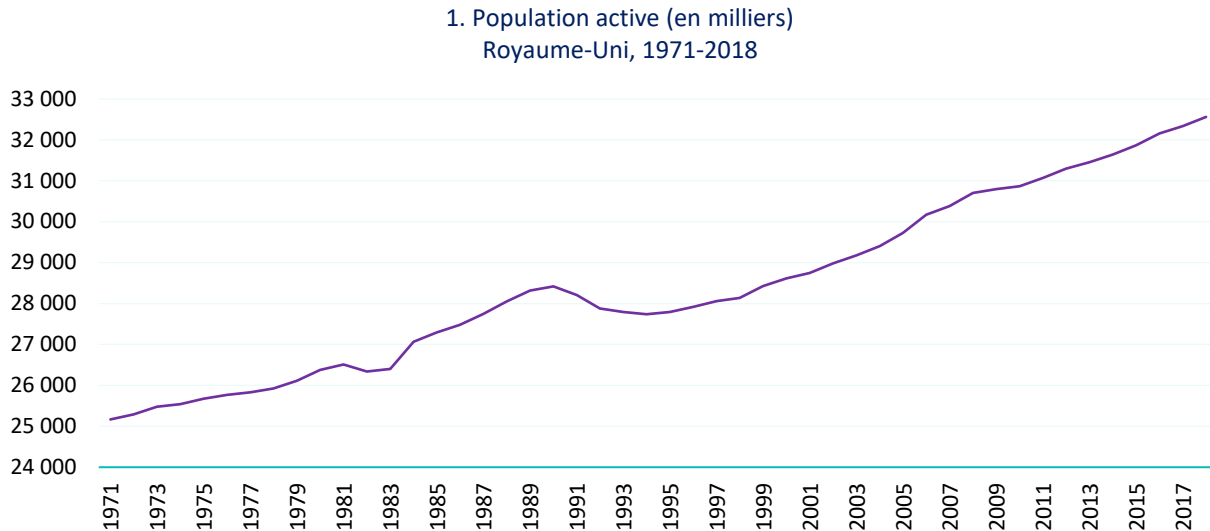
- les aidant·e·s familiaux·les (*unpaid family worker*)
- les personnes en emploi suivant en parallèle une formation financée par le gouvernement (*government-supported training programmes*).

La catégorie des salarié·e·s se subdivise entre celles et ceux en emploi stables (*permanent employees*) et celles et ceux en emploi temporaire (*temporary employees*). L'ONS indique (dans sa documentation sur les questions méthodologiques) que les travailleur·se·s non-salarié·e·s sont celles et ceux se définissant comme tel·le·s lors de la passation du questionnaire. Cette catégorie inclut à loi fois les travailleur·se·s à leur compte (*own-count worker*) et les employeur·se·s, mais non les aidant·e·s familiaux·les comme c'est le cas en France. Néanmoins, dans les statistiques fournies par Eurostat, la population alors nommée par le BIT "*contributing family worker*" est, à partir de 1992, ajoutée à la population des *self-employed workers*. Ainsi, pour la période 1983-1991, la somme des taux d'employeur·se·s et de travailleurs·ses à leur compte est égale à 100 % (base : ensemble des travailleur·se·s non-salarié·e·s), alors qu'elle ne l'est plus à partir de 1992. Pour cette étude, pour éviter une rupture de série statistique et lorsque cela fut possible, nous avons soustrait du total la population des *unpaid family workers*.

Enfin, l'intervalle d'âge de la population dite en âge de travailler est, selon le BIT, de 15 ans et plus. Nous avons considéré l'intervalle 15-64 ans pour le cas de la France (livrable 2) mais au Royaume-Uni, c'est l'intervalle 16-64 ans qui est annoncé dans les documents sur la méthodologie des statistiques de l'ONS ; donc les données qu'ils fournissent n'ont pas pour base la même population de référence que les statistiques françaises.

b. La population active et celle en emploi

La population active au Royaume-Uni



Source : ONS

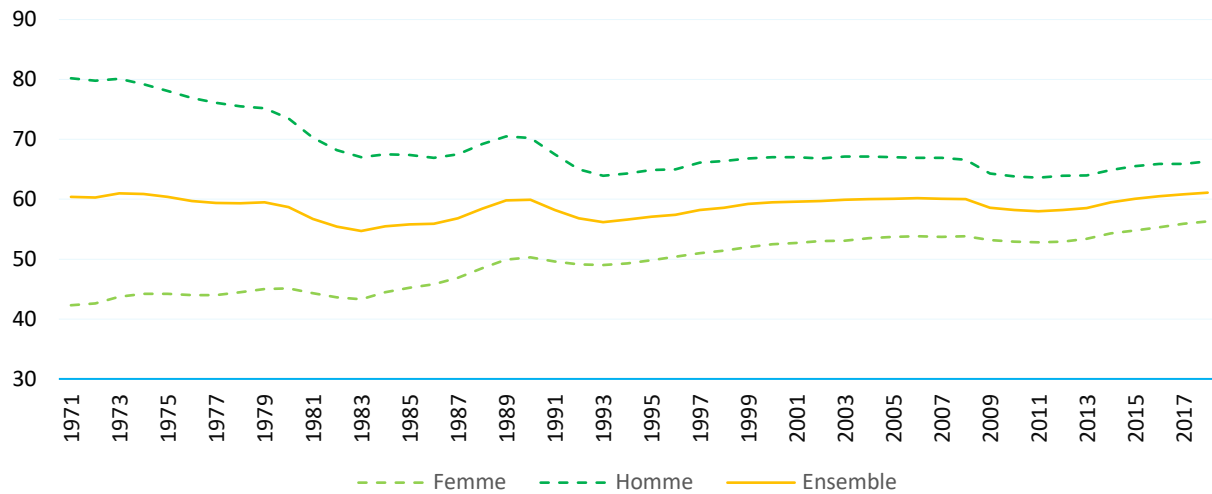
Comme dans tous les pays de l'OCDE, la population active britannique n'a fait que croître depuis l'après-guerre. Ce graphique montre que cette population s'est accrue de près de 8 millions d'individus depuis 1971. Une des raisons en est l'entrée des femmes sur le marché du travail en tant que salariées. En effet, si le taux d'activité n'a pris que 3 points en 37 ans, passant de 75 % à 78 % ; le taux de femmes actives s'est quant à lui accru de près de 9 points alors, qu'au contraire, celui des hommes a perdu 11 points sur cette même période. Autrement dit, en 1971, 55 femmes sur 100 étaient en activité contre 75 en 2018 ; 95 hommes sur 100 étaient en activité en 1971 contre 84 aujourd'hui. Ce taux est mesuré en rapportant le nombre de personnes en situation d'activité (en emploi ou au chômage) sur la population féminine ou masculine âgée de 16 à 64 ans et vivant au Royaume-Uni.

La population en emploi au Royaume-Uni

Le graphique ci-dessous nous montre que le taux d'emploi des hommes a chuté de plus de 10 points sur la période ; un phénomène en accord avec la perte de la population masculine en activité. Sur 100 femmes âgées de 16 ans et plus en 1971, 40 étaient en emploi, contre 80 hommes sur 100. En début de période, la différence entre les deux genres est d'environ 40 points contre 10 points en 2018 où l'on compte 56 % des femmes en emploi contre 66 % des hommes. Comme ces taux sont aussi calculés sur la base de chacune des populations respectives masculines et féminines, il n'y a pas de corrélation statistique directe entre l'évolution de la part des femmes en emploi et celle des hommes. Cependant, l'augmentation de la

participation des femmes sur le marché du travail a pu sociologiquement affecter celle des hommes : l'arbitrage et la répartition des tâches entre hommes et femmes, l'accessibilité sur le marché du travail a pu évoluer. Mais ce sont là des hypothèses.

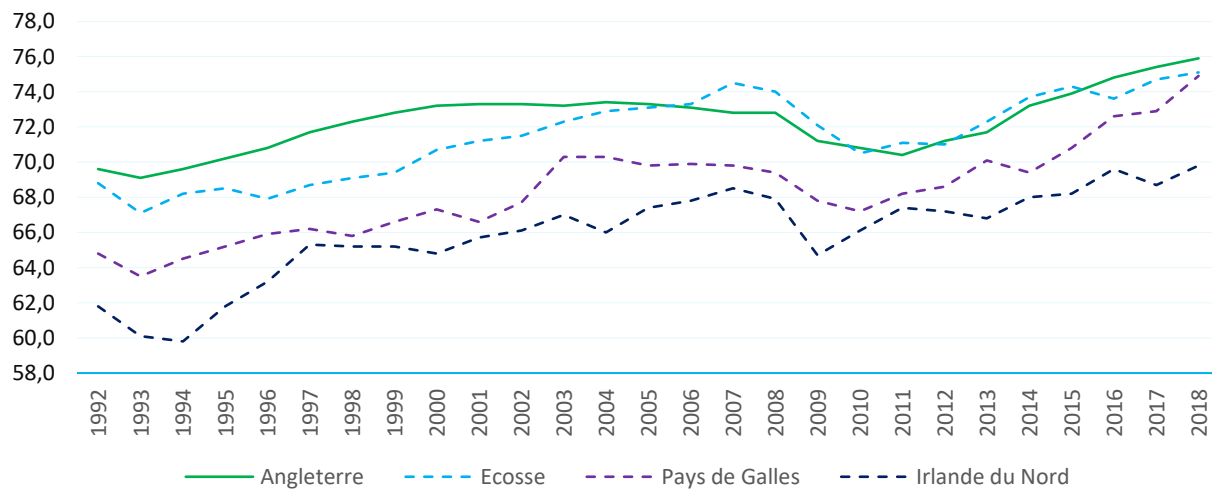
2. Taux d'emploi selon le genre (%)
Royaume-Uni, 1971-2018



Source : ONS

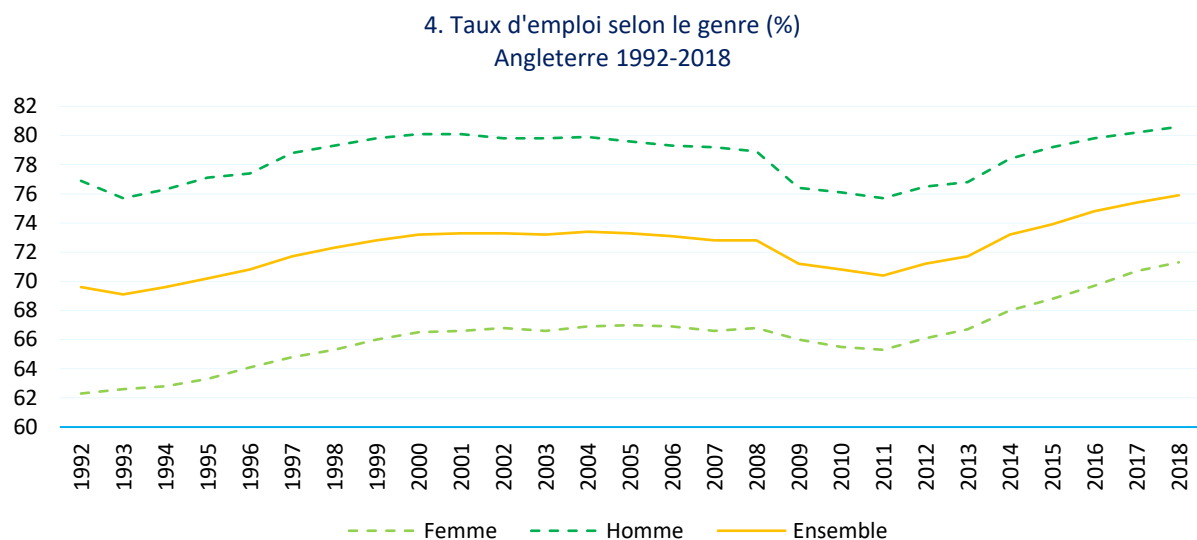
Ces taux sont une moyenne sur l'ensemble de la population du Royaume-Uni en âge de travailler. L'Angleterre est un pays très industrialisé comparé aux autres nations qui sont davantage rurales et traditionnelles. Le graphique ci-dessous montre de manière très lisible le "rattrapage" qu'a vécu l'Irlande du Nord et le Pays de Galles, et l'avancée de l'Angleterre sur les autres pays.

3. Taux d'emploi selon la nation (%)
1992-2018



Source : ONS

La population en emploi en Angleterre



Source : ONS

L'Angleterre n'a pas connu une chute du taux d'emploi durant les années 1980 comme ce fut le cas en France, par exemple, mais a été plus affectée par la crise de 2008. On peut aussi constater une courbe quasi parallèle des taux masculins et féminins. Cela signifie que les causes de ces fluctuations sont exogènes au genre. Aussi, l'Angleterre n'a pas connu de réduction des inégalités hommes/femmes sur la question du taux d'emploi puisque l'écart entre les taux n'a diminué que de 5 points en 27 ans (14 points en 1992, 9 points en 2018).

c. Population au chômage et inactivité

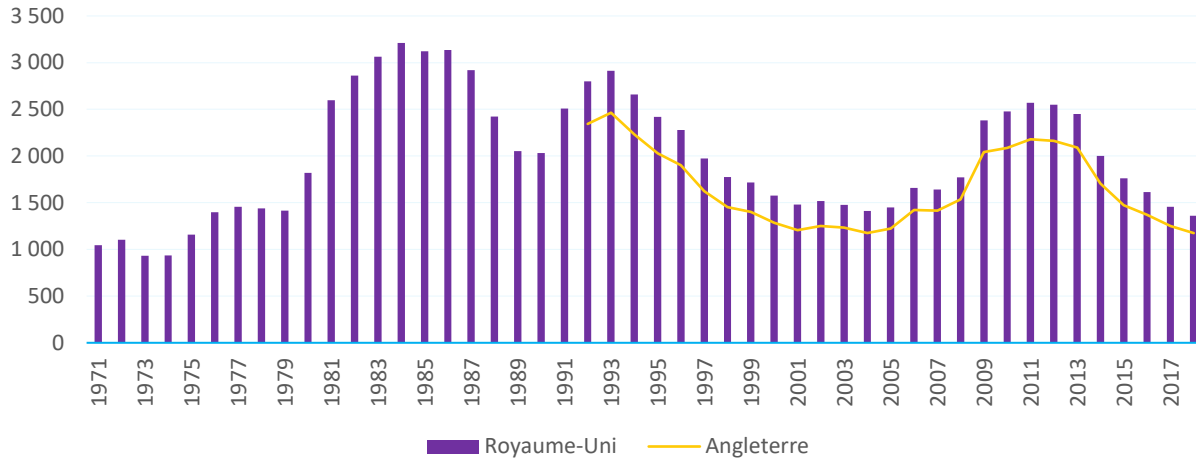
La population qui ne travaille pas est très hétérogène. Elle peut être considérée comme active si elle est au chômage, inactive si elle ne répond pas aux critères du chômage au sens du gouvernement ou du BIT (en fonction de la catégorie employée).

Le chômage au Royaume-Uni et en Angleterre

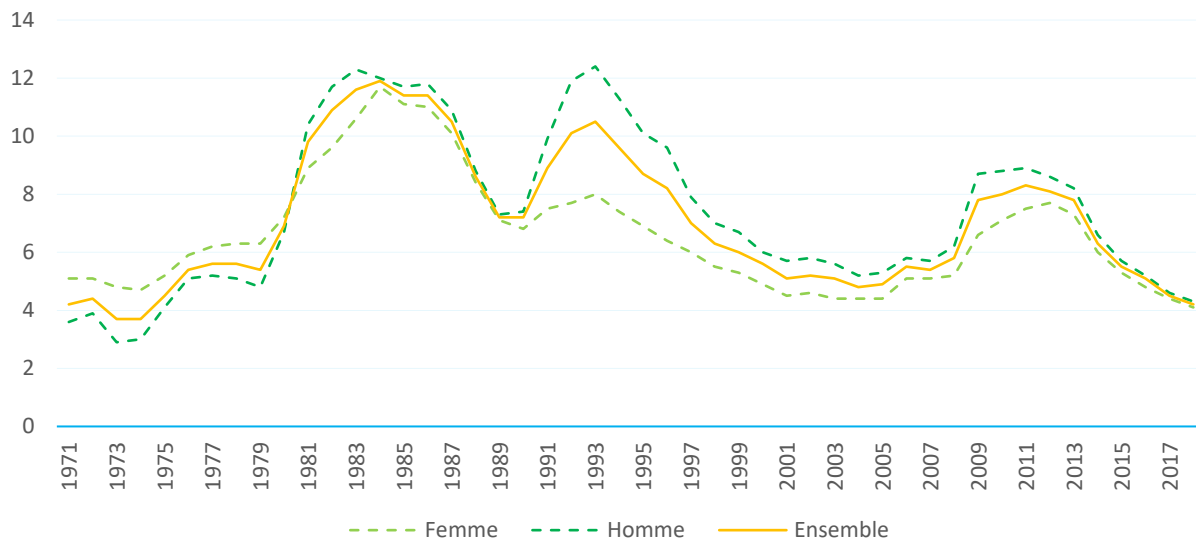
Le Royaume-Uni a connu des périodes de forte hausse du chômage en culminant à plus de 3 200 000 chômeur-se-s en 1984, soit 11,9 % de la population active. En 1971, il en comptait un peu plus d'un million contre 1 300 000 aujourd'hui. Son taux de chômage est néanmoins l'un des plus bas d'Europe avec 4,2 % en 2018, un taux égal pour les hommes et les femmes. De plus, si l'on se penche sur l'évolution des taux de chômage selon le genre, on constate que le taux masculin est supérieur au taux féminin depuis 1980,

dont un écart record de 4 points en 1993, date à laquelle le chômage explose pour la deuxième fois depuis 1971, concernant cette fois-ci 2 900 000 individus.

5. Population au chômage (en milliers)
au Royaume-Uni et en Angleterre, 1971-2018



6. Taux de chômage selon le genre (%)
Royaume-Uni, 1971-2017



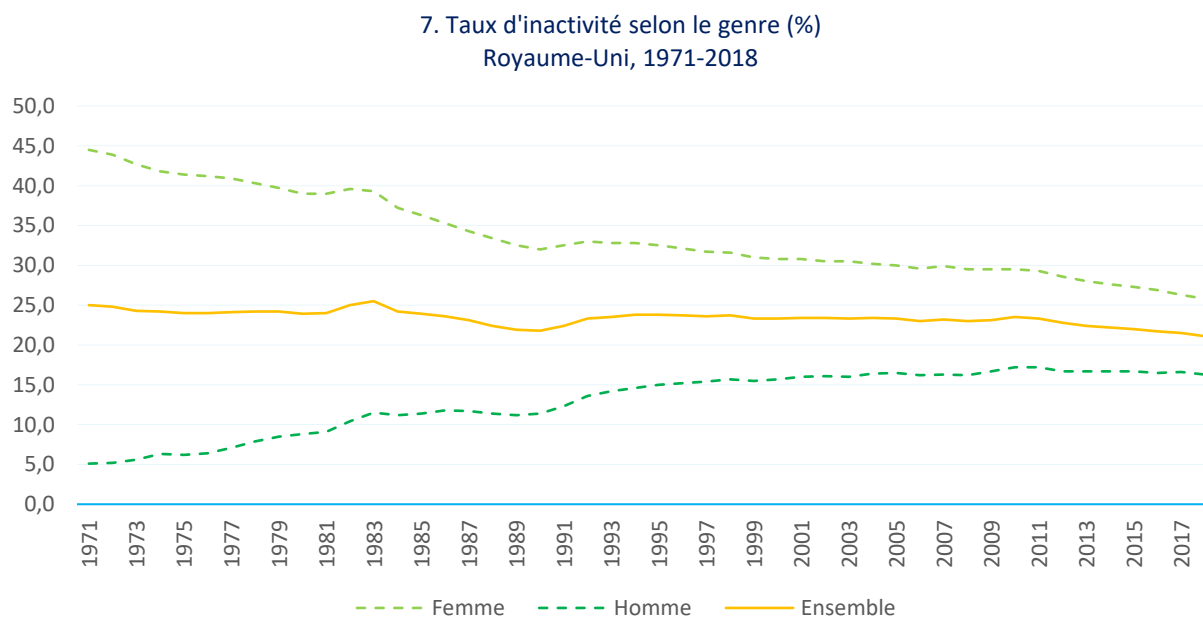
Source : ONS

La Grande-Bretagne est le seul pays européen à afficher dans les années 1990 un taux de chômage des femmes plus bas que celui des hommes. Nous voyons sur graphique un écart record de 4 points entre les taux masculin et féminin en 1993). Les causes sont à chercher dans le système de protection sociale britannique et du rapport des hommes et femmes avec le marché du travail. L'accès au chômage et à une indemnité s'est durci en 1989 avec l'adoption de la *Social Security Act* : ne peuvent s'inscrire comme

chômeur-se, celle ou celui qui a travaillé de manière continue pendant au moins deux ans et a minima 16 heures par semaines, et ce depuis l'âge de 18 ans ; l'accès à une indemnité n'est effectif seulement si le ou la demandeur-se a perçu un salaire suffisamment élevé pour payer ses cotisations à la sécurité sociale. Le code de travail anglais ne prévoit, dans ses dispositions, ni temps de travail minimum par semaine, ni salaire horaire minimum (comme le SMIC en France) ; tout comme il n'existe pas durée "normale" de travail hebdomadaire ("temps complet"), seulement un maximum de 48 heures. L'entrée des femmes sur le marché du travail s'est principalement faite via des emplois à temps partiel et entre-coupé de périodes d'inactivité du fait d'enfantement où les femmes endossent généralement le rôle de parent au foyer tandis que les hommes endossent celui de gagne-pain . Ainsi les femmes ont plus de difficulté à ouvrir droit à une allocation chômage, ou même à simplement s'inscrire comme chômeuse (Hegewisch in Maruani et Jenson (dirs), 1998). Une série de réformes ont changé le système de Protection Sociale britannique dans les années 2000 et nous ne savons pas si ces dispositions sont encore en vigueur² (Millar & Sainsbury, 2018).

De plus, le graphique 4 montre, qu'en dépit d'une hausse brutale du chômage sur les périodes (1983-1987, 1993 et 2009-2014), le Royaume-Uni a parallèlement connu une hausse constante du taux d'emploi. Une réponse peut-être l'encouragement à l'entrepreneuriat, qui se définit, suite aux travaux d'économistes tel que Schumpeter, comme moteur de croissance économique. Entre 1983 et 1989, alors que le taux d'emploi salarié perdait près de 5 points (89,5 % à 85,8 %), le taux d'emploi non-salarié en gagnait tout autant (particulièrement les travailleur-se-s à leur compte). Ce phénomène s'est notamment produit en France en 2009 lorsque le gouvernement a créé le régime d'auto-entrepreneur.

La population inactive au Royaume-Uni



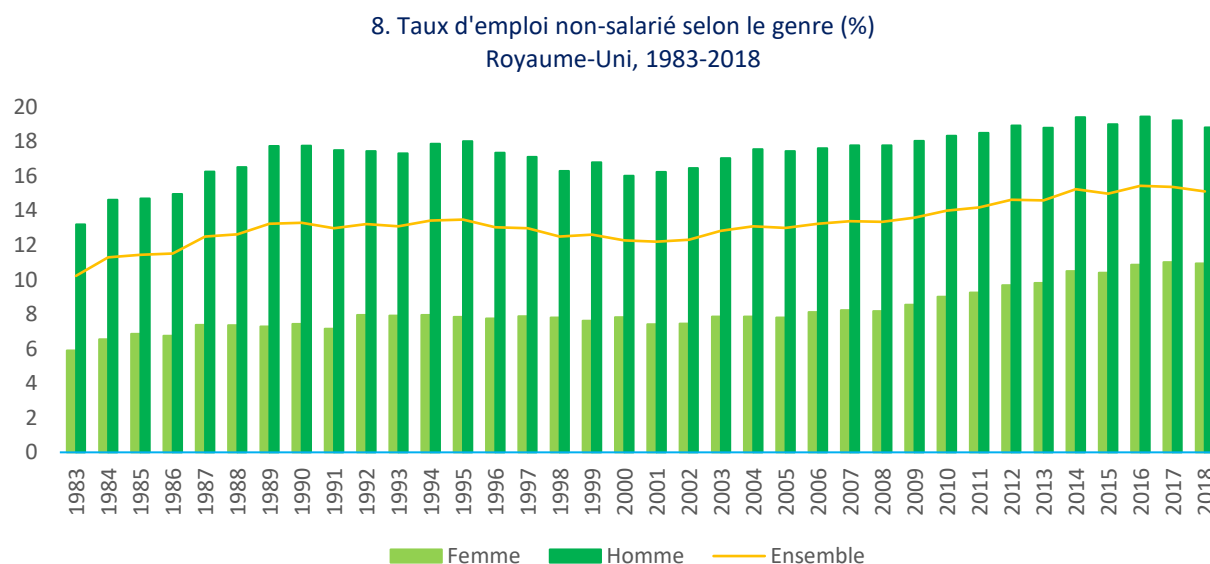
² Ces points seront étudiés dans le cadre du livrable 8 sur le système de protection social anglais.

On constate une part extrêmement forte d'inactivité chez les femmes dans les années 1970-1980 et au contraire une part très faible chez les hommes (5 % en 1971). Le taux de chômage est calculé sur la base de la population active, ce qui exclut les personnes inactives en âge de travailler. Le faible taux d'hommes inactifs peut s'expliquer par un classement des hommes sans emploi dans la population des chômeurs ; au contraire des femmes qui sont classées comme inactives ; pour partie en raison de la politique en vigueur sur leur droit au chômage. On constate néanmoins une décroissance continue de la part des femmes inactives. Comme cette étude n'a pas pour sujet principal l'analyse des chiffres du chômage en Angleterre, nous ne développons pas plus sur ce thème.

3. LE PAYSAGE ENTREPRENEURIAL BRITANNIQUE

a. Le travail non-salarié au Royaume-Uni

Une croissance continue de l'emploi non-salarié au Royaume-Uni

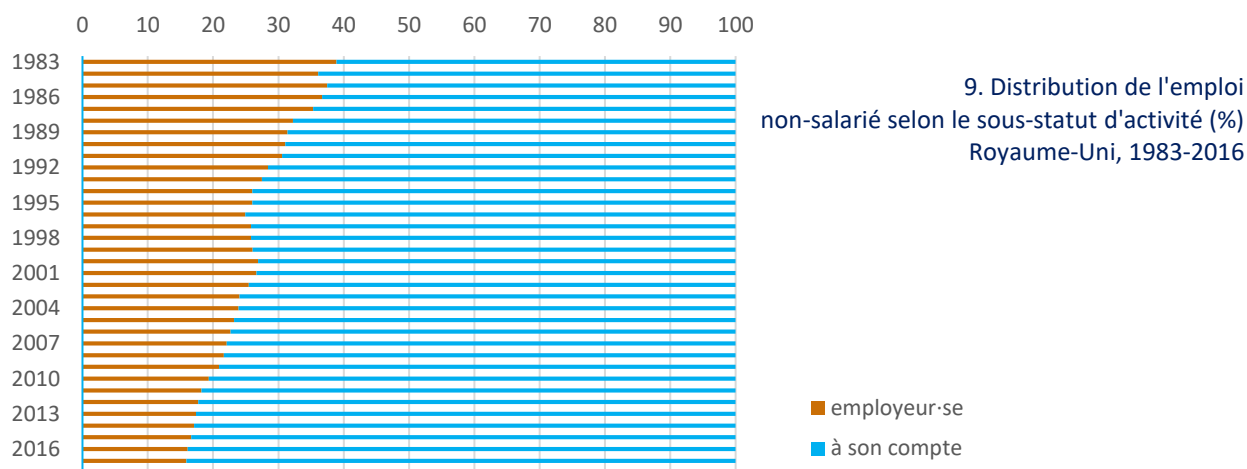


Source : Eurostat

Le travail non-salarié a augmenté de 5 points en 35 ans. Cette évolution n'est cependant pas continue puisque l'on observe une baisse d'un point entre 1995 et 2002. Comme nous le constatons pour la France, le travail non-salarié est davantage un statut endossé par les hommes. Ils sont trois fois plus nombreux que les femmes non-salariées en 1983 (1 095 000 contre 560 000) et deux fois plus nombreux en 2018 (1 664 000 contre 3 224 000). Mais contrairement à la France, la part du travail non-salarié sur l'ensemble de l'emploi a une évolution vers le haut quasi constante sur ces trente dernières années. Ce taux gagne 5,1 points entre 1983 et 2018 ; le taux masculin gagne 5 points tandis que le taux féminin en gagne 4.

Employer ou travailler à son compte : évolution et disparités selon le genre

Si l'on se penche sur le sous-statut d'activité de ces travailleur-se-s non-salarié-e-s (graphique 9), on constate une effervescence du travail à son compte. L'emploi non-salarié est passé de 2,3 millions d'individus en 1983 à plus de 4,8 millions en 2017. Mais plus précisément, le Royaume-Uni enregistre une perte d'employeur-se-s d'environ 260 000 contre un gain de plus de 2, 650 millions de travailleurs-ses à leur compte ! Un bouleversement surtout pour les femmes qui sont 4 fois plus nombreuses à travailler à leur compte aujourd'hui comparé à 1983 (358 000 contre 1 411 000) ; les hommes sont quant à eux 2,5 fois plus nombreux en 2018 (passant de 1 095 000 à 2 696 000).

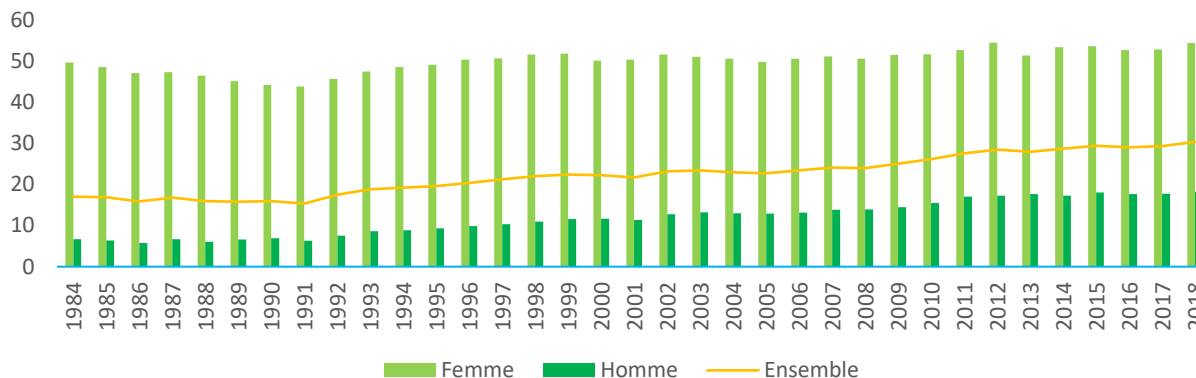


Source : Eurostat

Lecture : En 2016, sur 100 travailleur-se-s non-salarié-e-s, 86 travaillent à leur compte (sans salarié-e-s)

Le non-salariat à temps plein ou à temps partiel : des disparités fortes selon le genre

10. Taux d'emploi non-salarié à temps partiel selon le genre (%) Royaume-Uni, 1984-2018



Source : Eurostat

Lecture : En 2018, sur 100 femmes non-salariée, 54,3 déclarent l'être à temps-partiel.

Nous remarquons qu'entre 1984 et 2010, environ une femme non salariée sur deux déclare l'être à temps-partiel avec une stabilisation à 54 % entre 2011 et 2018. Au contraire, les travailleurs non-salariés le sont rarement à temps partiel (environ 6 %) entre 1984 et 1991, mais cette part ne cesse de croître à partir de 1992 et atteint 18 % en 2018, c'est-à-dire que cette part a triplé en 26 ans. Nous savons en France qu'une partie des travailleur-se-s non-salarié-e-s cumule avec un autre statut d'activité (chômeur-se, étudiant-e, retraité-e, salarié-e du privé ou du public...) mais nous n'avons pas de données chiffrées précises. Le Royaume-Uni distingue l'emploi non salarié à temps plein de celui à temps-partiel mais n'indique pas si cela implique une autre activité par ailleurs. Toutefois-fois cette estimation est basée sur l'auto-classement des enquêtés lors de la passation du questionnaire.

b. Les entreprises au Royaume-Uni

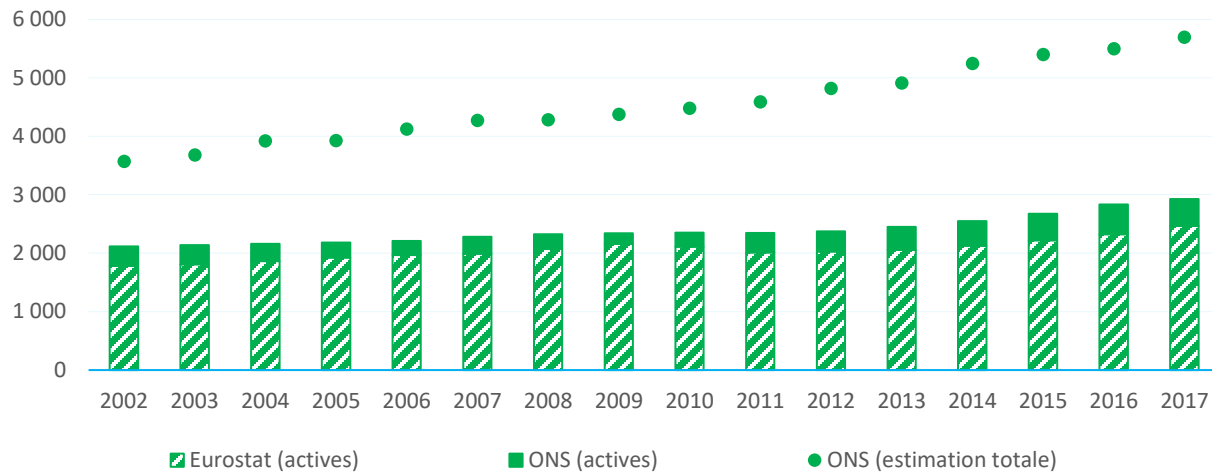
Il n'a pas été possible de récupérer des bases de données britanniques comme nous avons pu le faire pour la démographie des entreprises françaises (auprès des services de l'INSEE et de l'ADISP). Néanmoins, nous pouvons utiliser les données fournies par l'ONS, celles du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* ainsi que les données de l'OCDE et d'Eurostat pour donner un panorama assez précis de l'entrepreneuriat au Royaume-Uni depuis 2000.

Estimations de la population des entreprises selon la source et la définition

Selon Eurostat, une entreprise se définit comme une unité de production de biens et services, ayant un certain degré d'autonomie dans la prise de décision. Un établissement (en français), ou *Legal Unit* est une unité légale de production géographiquement localisée et rattachée à une entreprise. Par ailleurs, Eurostat considère comme active, une entreprise ayant enregistré un chiffre d'affaire positif ou ayant procédé à une embauche au cours de l'année de référence.

L'ONS utilise les terme "business" qu'il annonce être l'équivalent de "entreprise", définit dans leur document comme étant la plus petite unité légale, c'est-à-dire une organisation produisant des biens et services et bénéficiant d'un certain degré d'autonomie, notamment concernant l'allocation des ressources. Une entreprise poursuit une ou plusieurs activités, dans un ou plusieurs lieux (ONS, 2018). Il n'y a par ailleurs pas de définition de ce qu'est un établissement et nous ne présenterons pas, tout comme sur l'étude du cas français, de chiffres sur cette dernière population. Par ailleurs, la population des entreprises, selon les bases d'Eurostat, est bien inférieure à celle estimée par l'ONS, y compris lorsque l'on compare les "entreprises actives" de chacune des deux bases. Le graphique ci-dessous permet de voir clairement ces différences.

11. Nombre d'entreprises (en milliers) selon la source statistique
Royaume-Uni, 2002-2017



Source : ONS, Eurostat

Afin d'estimer au plus près le nombre d'entreprises enregistrées au Royaume-Uni, l'ONS procède à une collecte de données depuis cinq principales sources :

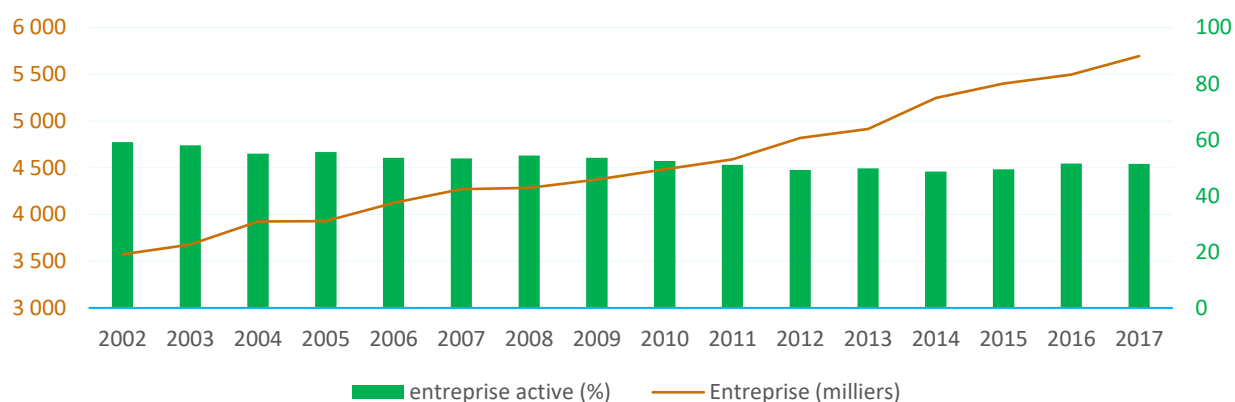
- HMRC – VAT : c'est-à-dire les commerçant-e-s assujettis au paiement de la TVA
- HMRC – PAYE : les employeur-se-s redevable de la taxe « *Pay As You Earn* »
- *Companies House* – les « *incorporated* » entreprises enregistrées auprès des "Chambres de commerce" britanniques et où le ou la gérant-e est assimilé-e salarié-e
- Les fermes enregistrées au Département de l'environnement, de l'alimentaire et des affaires rurales
- Les entreprises enregistrées auprès du Département des finances et du personnel de l'Irlande du Nord

Afin de compléter ces calculs, l'ONS ajoute des données issues de son propre registre et d'une enquête qu'elle fournit elle-même (*BRES – Business Register Employment Survey*). Ce sont les statistiques les plus élevées (visibles par des points sur le graphique ci-dessus) car elles relèvent de registres et ne permettent pas (hormis pour les deux premières sources) de distinguer les entreprises en activité de celles "endormies". Par ailleurs, l'ONS estime le nombre d'entreprises en fonction des revenus non-salariés déclarés par les contribuables britanniques. Or il n'est pas nécessaire de créer une entreprise pour percevoir des revenus outre que salariés. En effet, par exemple, les bénéficiaires qu'un-e chercheur-e suite à la vente d'un livre ne sont pas comptabilisés dans ses revenus réguliers mais déclarés comme revenus non-salariés. Cette hypothèse pourrait expliquer l'écart entre les entreprises actives au sens de l'ONS et celles au sens d'Eurostat qui, suivant la définition d'une entreprise active adoptée en 2007, ne peut compter ces types d'entreprises informelles. En outre, l'OCDE (qui utilise les données d'Eurostat), prévient que les données du Royaume-Uni sont sous-estimées d'environ 2 600 000 *small* entreprises (0 à 9 salariés), soit qu'elles ne sont pas enregistrées de manière formelle dans l'administration britannique, soit parce qu'elles ne sont pas assujetties au paiement de la VAT ou de la PAYE (taxes professionnelles), soit parce qu'elles sont des "*incorporated businesses with no employee*".

L'entrepreneuriat « actif » au Royaume Uni

Ainsi, sur la totalité des entreprises existant au Royaume-Uni, seule une partie est effectivement active. Pour plus de cohérence, nous comparons deux séries issues de l'ONS. En 12 ans, la population des entreprises sur le territoire britannique a connu une forte croissance d'environ 2,1 millions entreprises supplémentaires estimées entre 2002 et 2017 (3 600 000 à 5 700 000). Néanmoins, parmi elles, la part effectivement active a baissé, passant de 59 % en début de période à 51 % en 2017 : on en compte alors respectivement 2,1 millions et 2,9 millions. Ce phénomène peut s'expliquer par l'accroissement du nombre d'individus créant des entreprises individuelles (*sole trader*) mais ne déclarant aucun revenu l'année de référence. Si l'on compare avec la France, l'INSEE estimait en 2018, à 4 600 000 le nombre d'entreprises actives au sens du BIT, soit plus d'1 millions d'entreprises actives de plus qu'au Royaume-Uni.

12. Nombre d'entreprises (en milliers) et part d'entreprises actives (%)
Royaume-Uni, 2002-2017



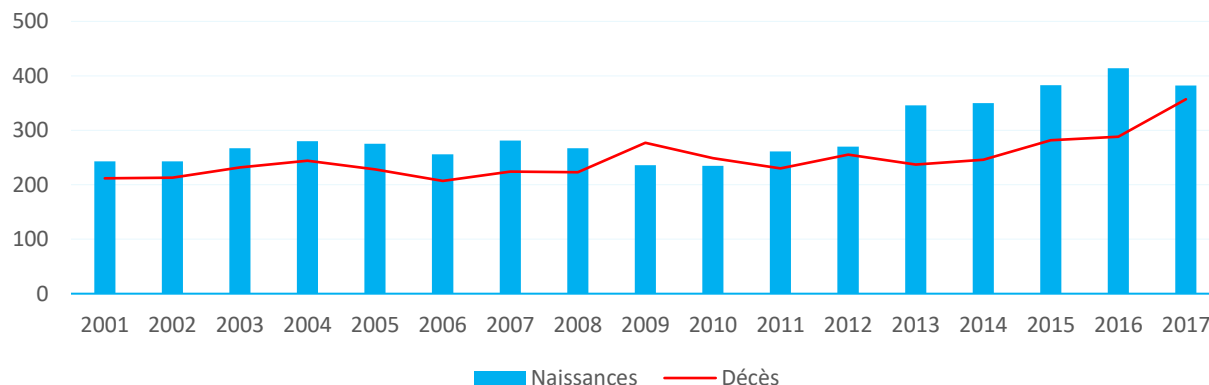
Source : ONS

Lecture : En 2017, sur une estimation totale de 5 695 000 entreprises, 51 % sont actives.

Décès et naissances des entreprises

Comme on a pu le voir pour la France, la création d'entreprises ne signifie pas littéralement la création d'activité ou d'emplois. En effet, il naît des entreprises comme il en meurt. La France voyait, depuis 2000, toujours plus de créations d'entreprises que de décès ; mais les nouvelles entreprises étaient principalement sans employé·e·s. Au Royaume-Uni, on remarque que la crise de 2008 a frappé très fortement le pays puisqu'il enregistre en 2009 une recrudescence de 44 000 entreprises (mais pour l'unique fois sur la période considérée).

13. Naissances et décès d'entreprises (en milliers)
Royaume-Uni, 2002-2017



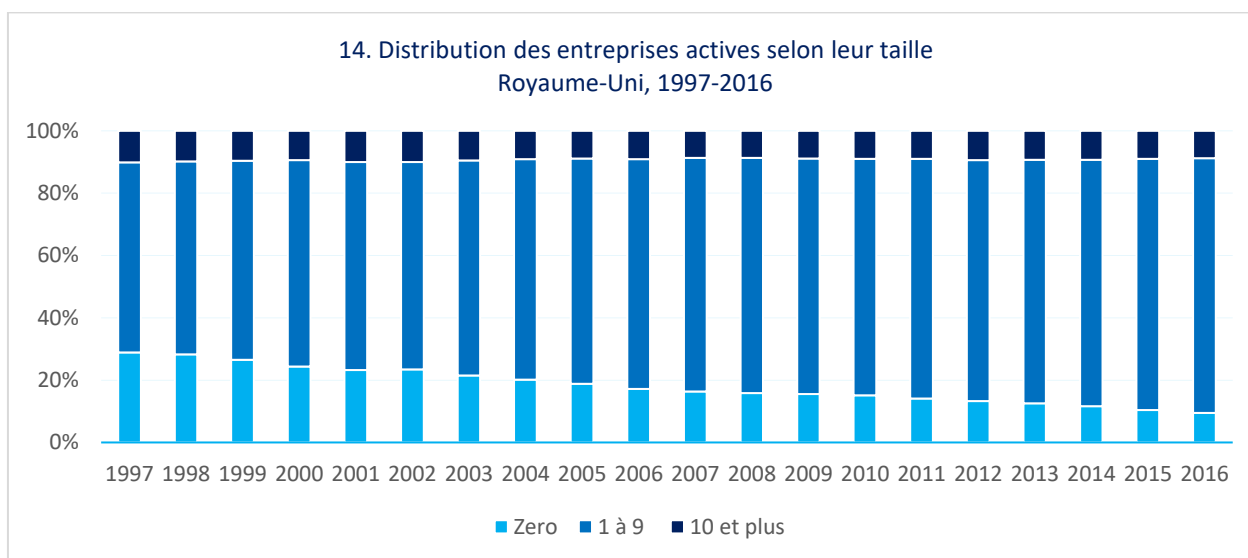
Source : ONS

c. Une prolifération des petites entreprises avec employé·e·s

Les entreprises selon leurs effectifs

Le Royaume-Uni a une classification des entreprises semblable à celle de la France, due à la normalisation internationale des catégories d'entreprises en 2007. Les « *micro* » entreprises comprennent entre 1 à 9 salarié·e·s (mais parfois comprennent aussi les entreprises sans salarié·e) ; les « *small* » entreprises emploient entre 10 et 49 salarié·e·s ; les « *medium* » entreprises recrutent entre 50 et 249 ; et les « *large* » entreprises sont de plus de 250 salarié·e·s. Les *SMEs* regroupent les *small* et *medium* entreprises (entre 10 et 249), c'est-à-dire l'équivalent des PME françaises.

14. Distribution des entreprises actives selon leur taille
Royaume-Uni, 1997-2016



Source : Eurostat

Le Royaume-Uni connaît un changement dans la forme de ses entreprises. Les entreprises sans employé-e-s ou de très petites tailles (entre 1 et 9 salarié-e-s) tendent à devenir une norme. En 2018, 75 % des 5 668 000 entreprises comptées par les autorités britanniques, sont sans salarié-e-s ; 20 % sont des *small* entreprises, moins de 4 % des *medium* et moins de 1 % des *large*.

Le graphique ci-dessus montre une réduction drastique du nombre d'entreprises actives sans salarié-e-s ; ces entreprises ont perdu 20 points en 30 ans, soit environ 235 000 individus. Ce sont les entreprises de moins de 9 salarié.e.s qui ont "gagné" ces 20 points, en passant de 60,1 à 81,7 %. Les entreprises de plus de 10 salariés reste peu nombreuses au Royaume-Uni ; mais si elles perdent 2 points sur la période, en passant de 10 % en 1997 à 8,8 % en 2017, elles sont par ailleurs 53 000 plus nombreuses (164 000 en 1997 contre 208 000).

15. Répartition des entreprises de 10 salarié-e-s et plus selon leur taille
Royaume-Uni, 2010-2016

	TRANCHE DES EFFECTIFS DES SALARIE-E-S				Ensemble (10 et +)
	10 à 19	20 à 49	50 à 249	250 +	
2010	53,9	28,2	14,6	3,3	176 000
2011	54,9	27,5	14,3	3,3	178 000
2012	54,7	28,3	13,9	3,1	189 000
2013	55,3	27,9	13,6	3,1	194 000
2014	55,2	28,3	13,4	3,0	203 000
2015	55,0	28,3	13,7	3,1	206 000
2016	55,4	28,3	13,3	3,0	210 000

Source : Department for Business, Energy and Industrial Strategy

Nous avons trouvé par ailleurs, des données plus précises sur la population des entreprises de plus de 10 salarié-e-s mais, là-encore, la population de référence n'est pas la même. Il s'agit des entreprises actives, à l'exception de celle développant des activités de finance et d'assurance (NACE révision 2, Eurostat). La population de base est plus restreinte mais elle permet d'avoir un ordre d'idée de la distribution de ces entreprises. Par rapport à la précédente base statistique, cette population de référence compte une différence d'environ 4 000 entreprises de moins en 2010, et 8 000 de moins 2016. On compte alors sur la période 2010-2016, une majorité d'entreprises d'entre 10 et 19 salarié-e-s, moins de 30 % d'entreprises employant entre 20 et 49 salarié-e-s ; une baisse légère (1,3 point) d'entreprise recrutant entre 50 et 249 salarié-e-s et enfin, 3 % de "grandes entreprises", recrutant plus de 250 salarié-e-s. La période pour laquelle ces données sont disponibles est beaucoup trop courte pour connaître les changements de structure de l'entrepreneuriat et analyser plus en profondeur ces changements.

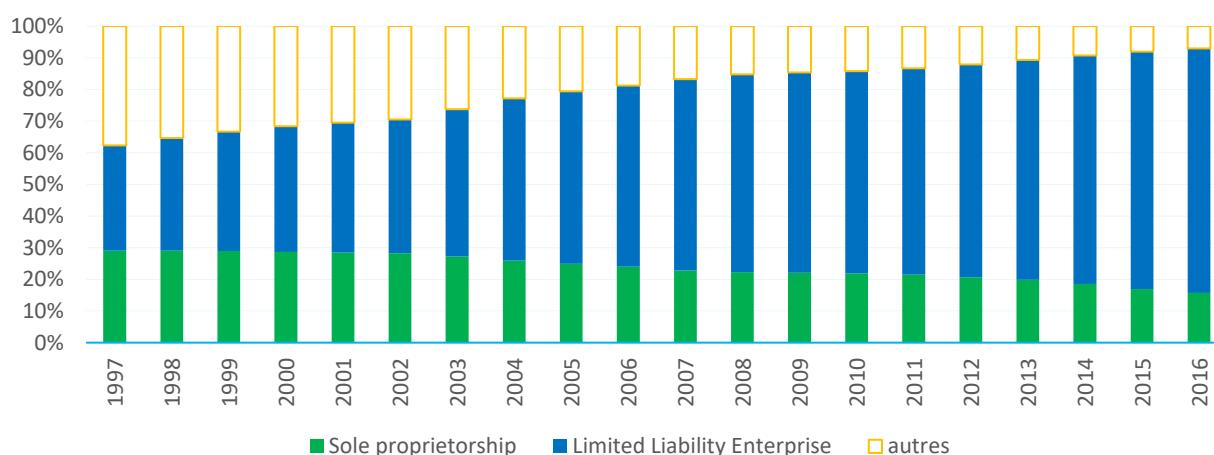
Les entreprises selon leur forme légale

Les formes légales de l'entreprise que nous analysons ici sont celles fournies par Eurostat, et ne correspondent donc pas à la législation britannique. Les formes légales ici présentées sont ainsi nommées :

« *sole proprietorship* », « *limited liability enterprise* » et « *partnership, co-opératives, associations etc.* ». Les traduire par "entreprises individuelles", "Société à responsabilité limitée" et "autres" amèneraient à une confusion avec les statuts juridiques français. Pour éviter tout amalgame, nous préférons donc garder les entités originales en anglais.

Ce graphique est à considérer avec précaution compte tenu des modalités de mesure : les catégories de classement ne sont pas celles employées par le droit anglais, l'estimation faite ici est bien en-deçà, comme nous l'avons vu, des estimations totales faites par l'ONS ; et comme le soulignait l'OCDE à la suite de ces chiffres, ce sont particulièrement les entreprises sans employé-e qui sont estimées. Ce que l'on peut tout de même dire de ce graphique, est que les personnes travaillant à leur compte sont de moins en moins nombreuses (-20 points entre 1997 et 2016) alors que les "*limited liability enterprises*" ont connu une progression forte (+ 36 points entre 1997 et 2016).

16. Répartition des entreprises selon leur forme légale (%)
Royaume-Uni, 1997-2016



Source : Eurostat

Note : "autres" désigne la catégorie « *Partnership, co-operatives and associations...* ».

La question du statut d'activité (salarié ou non salarié, à temps partiel ou à temps complet) est une question d'auto-classement où il est demandé à l'enquêté la nature de son activité principale. Or, créer une entreprise ne garantit pas d'avoir une activité réelle et donc de créer de déclarer des revenus. Le fait de déclarer des revenus, d'avoir une activité non salariée ou encore de gérer une entreprise (même en son nom propre) sont trois choses distinctes au Royaume-Uni qui amènent à des croisements statistiques mais non à des équivalences. L'entrepreneuriat semble donc s'y développer en dehors des cadres normatifs du droit des entreprises, mais plus fortement par le système des taxes sur les revenus.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Références académiques

Hegewisch A. (1998) « A mi-chemin entre l'Amérique et l'Europe : Les femmes et le chômage en Grande-Bretagne », in Maruani M., Jenson J. (Dirs.), *Les nouvelles frontières de l'inégalité : hommes et femmes sur le marché du travail*, Paris, la Découverte.

Millar Jane & Sainsbury Roy (eds) (2018), *Understanding Social Security*, Bristol, Policy Press,

Sources de données statistiques

OCDE database en ligne

OIT, database, en ligne.

Office for National Statistics, Institut public de statistiques du Royaume-Uni.

Autres références

Rhodes C., "Business statistics", Briefing Paper number 06152, 12 December 2018, House of Commons Library, London, UK.

ONS, "A guide to labour market statistics", ONS, March 2019, UK.

ONS, "Trends in self-employment in the UK. Analysing the characteristics, income and wealth of the self-employed", ONS, 7 February 2018, UK.

Jones A. & Smith A., "What exactly is Labour Force Survey?", ONS, Third edition, December 2001, UK.

ONS, "Business demography QMI", ONS, 6 December 2018, UK.

ONS, "UK business; activity, size and location: 2018", Statistical bulletin, 3 October 2018, United-Kingdom